



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 017 /CUY/CIPM/2025 DU 21 OCT 2025
POUR LES TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DEVANT
LE COMMISSARIAT CENTRAL N°1 DE LA VILLE DE YAOUNDE
FINANCEMENT : Budget CUY, Exercices 2025 et suivants, Ligne 221 120

1. Objet de l'appel d'offres

Le Maire de la Ville de Yaoundé, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour les travaux de réaménagement des espaces verts devant le Commissariat Central n° 1 de la Ville de Yaoundé

2. Consistance des travaux

L'ensemble des travaux comprend notamment :

- les travaux préparatoires (installation de chantier, abattage, élagage, nettoyage, etc...) ;
- les travaux de démolition des pistes piétonnes ;
- les travaux de terrassement (déblai et remblai) ;
- les travaux d'ouvrages en béton de propreté et béton armé ;
- les travaux d'ouvrages métalliques ;
- les travaux de réaménagement des pistes piétonnes ;
- la fourniture et la pose des bancs publics ;
- la fourniture et la pose des corbeilles de jardin ;
- la pose et le régalaage de la terre végétale ;
- l'engazonnement du site ;
- la confection des massifs floraux et le fleurissement ;
- la plantation des arbustes fleuris ;
- toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux [cf. CCTP].

3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de quatre (04) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux

4. Allotissement

Les travaux sont répartis en un (01) lot unique :

5. Cout prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux à l'issue des études préalables est de soixante millions (60 000 000) FCFA TTC ;

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute entreprise nationale spécialisée dans les travaux d'aménagements paysagers ou d'espaces verts ou de construction

des monuments.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par le Budget de la Communauté Urbaine de Yaoundé, exercice 2025 et suivant, sur la ligne d'imputation budgétaire n° 220 120.

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un montant de trois cent mille (300 000) francs CFA TTC et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement timbré doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse des dépôts et consignation (CDEC) conformément à la Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution des consignations, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Sous-direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage du bâtiment principal de l'Hôtel de ville de Yaoundé, porte 223, dès publication du présent avis dans le journal des marchés.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Sous-Direction des Marchés Publics, de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage, porte 223 du bâtiment principal de l'Hôtel de Ville de Yaoundé, dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cinquante mille (50 000) francs FCFA payable au compte d'affectation spécial CAS-ARMP n° 335988 des agences BICEC.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 24/11/25 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB

ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 017/CIY/CIPM/2025 DU 24/10/2025
POUR LES TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES ESPACES VERTS DEVANT
LE COMMISSARIAT CENTRAL N° 1 DE LA VILLE DE YAOUNDE »**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois (03) volumes :

- l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'offre technique (volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'offre financière (volume 3).

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le **24/11/25** à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Yaoundé, dans le bâtiment abritant la CIPM, Rue Elig-Belibi (Rue du PADY).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter chacun par une personne dûment mandatée de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critère d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- 1) de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbré conformément aux textes en vigueur à l'ouverture des plis ;
- 2) de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- 3) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- 4) de plus d'un critère essentiel non satisfaisant ;
- 5) de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- 6) de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- 7) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 8) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 9) du non-respect du format de fichier des offres ;
- 10) de l'absence d'une capacité financière ou l'accès à une ligne de crédit d'un montant supérieur ou égal à dix-huit millions (18 000 000) de FCFA ;
- 11) de l'absence des références techniques du soumissionnaire pour des travaux d'aménagement paysager ou des espaces verts ou de construction des monuments, d'un montant minimal de dix-huit millions (18 000 000) de francs CFA TTC effectué au cours des cinq dernières années (2020, 2021, 2022, 2023 et 2024). Les références de l'années 2025 seront prises en compte ;
- 12) de l'absence de la preuve d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière page et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphées à toutes les pages et signées, cachetées et datées à la dernière page).

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels sont :

- a) la note méthodologique ;
- b) la qualification et l'expérience du personnel ;
- c) les moyens matériels.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée « le moins-disant ».

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Sous-direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2ème étage du bâtiment principal de l'Hôtel de ville de Yaoundé, dès publication du présent avis.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222206043.

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Sous-Direction des Marchés Publics/CUY
- Affichage
- JDM.

Fait à Yaoundé, le

21 OCT 2025



Messi Atangana Luc

REPUBLIQUE DUCAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

DEPARTEMENT DEMFOUNDI

YAOUNDE CITY COUNCIL



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work – Fatherland

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE CITY COUNCIL

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY
PROCEDURE**

No 017 /CUY/CIPM/2025 OF _____

21 OCT 2025

**FOR THE RENOVATION OF THE GREEN SPACES IN FRONT OF THE
CENTRAL POLICE STATION N°1 IN THE CITY OF YAOUNDE**

**FINANCING: Budget of the Yaounde City Council, 2025 and subsequent financial
years, Budget head 221 120**

1. Purpose of the Invitation to Tender

The Yaoundé City Mayor, Contracting Authority, is launching an open national invitation to tender under emergency procedure for the rehabilitation of green spaces in front of Central Police Station No. 1 in Yaoundé.

2. Nature of services

The scope of work includes:

- Preparatory work (site installation, felling, pruning, cleaning, etc.);
- Demolition work on footpaths;
- Earthworks (excavation and backfilling);
- Work on fair-faced concrete and reinforced concrete structures;
- Metal works;
- Redevelopment of footpaths;
- Supply and installation of public benches;
- Supply and installation of garden bins;
- Laying and levelling of topsoil;
- Turfing of the site;
- Creation of flower beds and planting;
- Planting flowering shrubs;
- Any other tasks necessary for the proper execution of the works [see CCTP].

3. Execution Deadline

The maximum timeframe for completion of the work as specified by the Contracting Authority is four (04) months. This period runs from the date of notification of the service order to start works.

4. Allotment

The works are divided into a single (01) lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the work following preliminary studies is sixty million (60,000,000) CFA francs, inclusive of all taxes.

6. Participation and origin

Participation in this tender is open to any national company specialising in landscaping, green space development or monument construction.

7. Financing

The work covered by this invitation to tender will be financed by the Yaoundé City Council Budget for the 2025 financial year and subsequent years, under budget line no. 220 120.

8. Provisional bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid guarantee, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue guarantees in the field of public contracts and listed in Exhibit 14 of the Bidding document, the amount of which is three hundred thousand (300,000) inclusive of all taxes and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of offers.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

The said stamped bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (Caisse des Dépôts et Consignations, CDEC) in accordance with circular letter no. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the procedures for establishing deposits, storing, returning and releasing deposits on public contracts.

9. Consultation of the Tender File

The tender file can be consulted during working hours at the Sub-Department of Public Contracts of the Yaounde City Council, 2nd floor of the main building of the Yaounde Town Hall, door 223, as soon as this notice is published in the Public Contracts Gazette.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the Public Contracts Regulatory Agency website (www.armp.cm).

10. Acquisition of the Tender File

The physical version of the tender documents can be obtained at the Sub-Department of Public Contracts, of the Yaoundé City Council, 2nd floor, door 223 of the main building of the Yaoundé Town Hall, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable amount of the acquisition costs of the Bidding documents of fifty thousand (50,000) FCFA francs payable to the special allocation account CAS-ARMP No 335988 of the BICEC agencies.

It is also possible to obtain the electronic version of the Bidding document by free download at the addresses indicated above. However, electronic submission is subject to payment of the Bidding documents purchase fee.

11. Submission of offers

Each offer must be written in French or English.

The tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform by at the latest the 24/11/25 at 1 p.m. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD

must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above-mentioned mention, within the time limit set.

**“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY
PROCEDURE N° 017/CIY/CIPM/2025 OF 24/10/2025
FOR THE RENOVATION OF THE GREEN SPACES IN FRONT OF THE
CENTRAL POLICE STATION NO. 1 IN THE CITY OF YAOUNDE”**

"To be opened only at the opening session".

The documents constituting the offer will be divided into three (03) volumes:

- envelope A containing the administrative documents (volume 1);
- envelope B containing the technical offer (volume 2);
- envelope C containing the financial offer (volume 3).

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative Offer ;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

12. Admissibility of offers

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following will be inadmissible by the Contracting Authority:

- envelopes bearing information on the identity of the bidders;
- envelopes received after the deadlines for submission;
- Envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes that do not comply with the submission method.
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offer only in copies.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender file will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Bidding Documents will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

13. Mode of submission

The submission method chosen for this consultation is exclusively online.

14. Opening of bids

The opening of the bids will take place at one time on 24/11/25 at 2 p.m. by the Internal Tenders Board of the Yaounde City Council, in the building housing the Internal Tenders Board at Elig - Belibi Street (PADY Street)).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice who is fully familiar with the file.

Under penalty of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or a competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary Criteria

These include:

- 1) the absence or non-compliance of the bid bond stamped in accordance with the texts in force at the time of opening of the bids;
- 2) non-production beyond the 48-hour period after opening of the bids, of a document from the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the bids, (except the bid bond);
- 3) false declarations, fraudulent practices or falsified documents;
- 4) more than one essential criterion not met;
- 5) the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- 6) the absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
- 7) the absence of the dated and signed integrity charter;
- 8) the absence of the declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses dated and signed.
- 9) failure to comply with the bid file format;
- 10) lack of financial capacity or access to a credit line of eighteen million (18,000,000) CFA francs or more;
- 11) lack of technical references from the bidder for landscaping or green space development or monument construction work, with a minimum value of eighteen million (18,000,000) CFA francs, inclusive of all taxes, carried out during the last five years (2020, 2021, 2022, 2023 and 2024). References from 2025 will be taken into account;
- 12) absence of proof of acceptance of the contract conditions (Special Administrative Clauses Book (CCAP) initialed on each page, dated, signed and stamped on the last page and the Special Technical Clauses Book (CCTP) initialed on all pages and signed, stamped and dated on the last page).

15.2 Essential criteria

The essential criteria are :

- a) the methodological rating;

- b) the qualification and experience of the staff;
- c) The material resources.

16. Award of the contract

The contract will be awarded to the tenderer who has submitted a tender meeting the required technical and financial qualification criteria and whose tender is evaluated as the lowest.

17. Period of Validity of Tenders

Bidders will remain committed to their bid for ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

18. Additional Information

Further information can be obtained during working hours at the Sub-Department of Public Contracts of the Yaoundé City Council, 2nd floor of the main building of the Yaoundé Town Hall, upon publication of this notice.

19. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at number 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, the ARMP on 222206043.

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- President CIPM
- Sub-directorate of Public Contracts/CUY ;
- Posting.
- Public contracts gazette.



Yaounde, the

21 OCT 2025

Messi Atangana Luc